



Groupe Front National - Région Centre-Val de Loire

Session Plénière du 16 Novembre 2017

Intervention de Michel CHASSIER

Rapport N° 17.04.01

Rapport d'Orientations Budgétaires 2018

Monsieur le Président, mes chers collègues,

Pour la 1ère fois le rapport d'orientations a été reporté, et nous regrettons qu'en dernière minute il ait été écourté.

Nous avons été alertés dès le mois de septembre et le Congrès des Régions n'a pas apporté d'éléments nouveaux.

Je dois dire que la teneur des propos que nous entendons depuis bientôt trois mois a de quoi nous surprendre.

Aussi bien dans notre assemblée, qui a voté lors de sa dernière session à l'unanimité un vœu dénonçant la décision de gouvernement de revenir sur ses engagements financiers liés aux transferts de compétence, que dans les conseils municipaux, départementaux, dans les Congrès des régions, des départements ou des maires, sans parler des bailleurs sociaux, partout on dénonce la baisse des financements et de surcroît la manière de l'imposer, sans la moindre concertation.

A entendre toutes ces protestations, toutes ces récriminations, on serait en droit de se demander qui donc a bien pu voter Macron en mai dernier !

D'autant plus qu'on fait le même constat dans la rue.

Même les élus « En Marche », dont certains commencent à quitter le navire, se sentent obligés de voter ces vœux présentés dans les diverses assemblées.

Ce rapport d'orientation doit bien sûr être replacé dans le cadre de la programmation des finances publiques pour la période 2018-2022, d'où il ressort que l'Etat prévoit de réduire son propre déficit de -3,2% en 2017 à -1,8% en 2022, soit un effort de 1,4%.

Dans le même temps les collectivités locales et les administrations de la sécurité sociale sont appelées à passer de -0,1% à + 1,6%, c'est-à-dire à réduire leur endettement pendant que l'Etat va poursuivre le sien, même si c'est à un rythme moins élevé.



Groupe Front National - Région Centre-Val de Loire

2, Place Sainte Croix - 45000 ORLEANS

grpfn@grp.regioncentre.fr - fn-regioncentre.fr



Groupe Front National - Région Centre-Val de Loire

On le voit dès cette année, avec un solde budgétaire estimé à -3,2% pour l'Etat, le chiffre de 2,9% nous ramenant dans les critères de Maastricht n'est obtenu que par un excédent des collectivités et des administrations de la sécurité sociale de 0,3%.

Le solde de l'Etat ne va pas s'améliorer en 2018, il est même possible qu'il se dégrade, il est d'ores et déjà annoncé à -4% en 2019.

L'amélioration n'est prévue qu'en fin de mandature, mais on connaît le scénario puisque et Nicolas Sarkozy et François Hollande avaient annoncé, chacun à son tour, un rétablissement des comptes publics en fin de mandat.

Comme quoi M. Macron fait toujours de la vieille politique, avec des vieilles recettes, à tel point que certains analystes doutent déjà des prévisions pour 2018, dans la mesure où le gouvernement a déjà dû lâcher du lest et que finalement la plupart des budgets des ministères vont augmenter.

On constate également, il faut le redire, que la dette des collectivités n'est pas de la même nature que la dette de l'Etat, et qu'elle ne représente qu'une part modeste de la dette publique totale, moins de 10%.

En effet, contrairement à l'Etat, les collectivités n'empruntent pas pour boucler leur budget de fonctionnement, cela leur est strictement interdit, mais exclusivement pour financer les investissements.

On ne peut trouver meilleure illustration de l'adage latin « *ce qui est permis à Jupiter n'est pas permis à ses bœufs.* »

Et les efforts qui leur ont été imposés depuis plusieurs années à travers le gel puis la diminution des dotations se sont traduits par une baisse des investissements, pour la simple raison que les dépenses de fonctionnement sont beaucoup plus difficilement compressibles.

Cela est d'autant plus vrai pour les Régions avec les nouveaux transferts de compétence, qui accroissent régulièrement la part du fonctionnement dans le total des dépenses.

La deuxième remarque que nous pouvons faire c'est que ces économies forcées nous semblent contrevenir, au moins dans leur esprit, au principe de libre administration des collectivités locales, pourtant inscrit dans notre constitution.

Concrètement nous voyons que la Région va devoir faire des choix, même si elle repousse encore l'échéance, en affichant les mêmes priorités et sans chercher à réviser certaines politiques.

Lorsque vous affirmez, M. le Président, maintenir l'investissement à un niveau élevé, il faut souligner que le périmètre change, et de fait la part de l'investissement va passer de 37,8% en 2016 à 27,8% en 2021, c'est 10 points de moins.





Groupe Front National - Région Centre-Val de Loire

Et encore pour cela faudra-t-il augmenter le recours à l'emprunt alors que le gouvernement demande au bloc des collectivités locales de réduire leur endettement, comme quoi l'évolution de la dette publique aura du mal à suivre la trajectoire affichée dans la programmation de la loi de finances.

Nous soulignerons enfin les incertitudes qui demeurent, tant sur le financement du transfert des TET, bien que vous indiquez avoir reçu la promesse du respect d'un protocole d'accord, que par ailleurs nous n'avons toujours pas pu consulter.

Mais il ne faut pas exclure des recours de la part de régions qui pourraient se considérer comme défavorisées.

C'est un exemple des dérives de la décentralisation, qui se comprend pour prendre les décisions plus près de la réalité du terrain, mais qui peut conduire pour certaines politiques à creuser encore davantage les inégalités entre les territoires.

Dans le registre des incertitudes le nouvel épisode a trait à l'apprentissage, vous l'avez évoqué ce matin, où là encore vous vous insurgez contre les projets gouvernementaux.

Mais c'est là que nous faisons preuve de cohérence dans nos critiques et dans nos propositions au niveau national comme au niveau local, alors que les uns et les autres dénoncent les conséquences d'une politique dont ils ont approuvé les principes et qu'ils n'entendent pas remettre en cause.

Je terminerai par les prévisions de recettes pour 2018, mais aussi sur le moyen terme puisque nous sommes dans un débat d'orientations.

Nous constatons le remplacement de la DGF par une part de TVA, mais en même temps la disparation pure et simple des 16,5 millions d'euros prévus pour le financement du transfert de la compétence économique.

Au sujet de la TVA, il a été dit, à plusieurs reprises, que cette ressource serait dynamique et permettrait à la Région de gagner en autonomie financière.

Il faudra toutefois être attentif au mode de calcul, en rappelant le différentiel de croissance entre le PIB régional et celui d'une région comme l'Ile de France, nous sommes étonnés de votre absence de réaction sur les chiffres de l'INSEE ou ceux annoncés en octobre dernier par France 2.

Qui plus est, le phénomène de concentration qui conduit de nombreuses PME régionales à se faire racheter par des grands groupes risque de se faire au bénéfice de la région-capitale et de creuser l'écart encore davantage.

Autre point que nous avons soulevé à l'occasion du compte administratif, le montant de la recette sur les taxes grises.





Groupe Front National - Région Centre-Val de Loire

Régulièrement, la réalisation est inférieure aux prévisions affichées au BP, mais cela ne vous empêche d'inscrire une recette en hausse de 2,9% en 2018, cela ne nous semble pas réaliste.

Mais nous reviendrons en détail sur tous ces sujets lors de l'examen du budget, ainsi que le volet dépenses, car les contraintes sont bien là, il ne suffit pas de les déplorer, nous sommes obligés de faire avec et d'ajuster au cas par cas nos différentes politiques.

Il serait regrettable de diminuer toujours notre autofinancement en ne faisant pas l'effort nécessaire, et nous le croyons possible, sur les dépenses de fonctionnement.